

Réunion du Groupe pays Burkina Faso Cellule d'animation Mardi 24 février 2009

Dates à retenir :

28 février- 7 mars 2009 : FESPACO

7-9 mars 2009, Ouagadougou : Réunion du PRODERE AO (programme de développement des réseaux pour l'éducation en Afrique de l'Ouest) sur la petite enfance, Solidarité laïque

12 mars 2009 : Conseil national de Cités Unies France

9 - 19 mars 2009 : Mission du Conseil régional du Limousin au Burkina Faso, conduite par Jean-Bernard Damiens

16 au 21 mars 2009 : Mission de Cités Unies France au Burkina Faso

30-31 mars 2009, Limoges : Conférence sur le réchauffement climatique en présence du Président du Faso

28 avril 2009, Cités Unies France : Réunion du groupe « Tourisme responsable »

28 avril 2009 : Restitution de la capitalisation sur l'appui à la maîtrise d'ouvrage (F3E, CUF, PAD Maroc)

29 avril 2009 (à confirmer) : Atelier sur l'évaluation de la coopération décentralisée franco-burkinabè (MAEE)

mai 2009 (à définir) : Journée de restitution de l'étude sur la sécurité alimentaire en Afrique (CFSI, CUF) et préparation d'Africités

25 juin 2009 : Journée de la coopération décentralisée « Migrants, co-développement et coopération décentralisée »

1^e-5 décembre 2009, Marrakech : 5^{ème} édition du sommet Africités

Ordre du jour :

Matinée :

- Présentation du nouveau Président du groupe-pays Burkina Faso
- Retour sur les acquis des Assises de 2007 et des travaux menés en 2008 par le groupe-pays
- Information sur la mission au Burkina Faso de Michel Roux fin 2008
- Préparation de la mission de mars 2009 de Cités Unies France
- Information sur l'évaluation MAEE en cours
- Evolution du programme tripartite
- Thèmes de travail souhaités et contenu possible des prochaines réunions du groupe-pays

Après-midi :

→ Réunion du groupe coopération décentralisée tripartite Allemagne/Burkina Faso/France

Liste des participants en annexe

Relevé de conclusions

A/ Changement du Président du groupe-pays Burkina Faso

Jean-Bernard Damiens, vice-président du Conseil régional du Limousin, adjoint au maire de Guéret, succède à Michel Roux, représentant de la ville de Chambéry, dans ses fonctions de Président du groupe-pays Burkina Faso.

Nicolas Wit, directeur adjoint de Cités Unies France, mais aussi Dramane Millogo, Conseiller économique de l'Ambassade du Burkina Faso et l'ensemble des collectivités présentes, ont remercié et salué le travail de Michel Roux durant ces dernières années. M. Damiens a quant à lui demandé au groupe-pays de lui faire part de ses souhaits pour l'avenir afin de poursuivre ce travail et d'établir une nouvelle ligne d'action.

B/ Retour sur la mission de Michel Roux fin 2008

La mission de Michel Roux, président du groupe-pays au Burkina Faso, avait pour objectif de rencontrer les autorités burkinabè en charge de la décentralisation et de la coopération décentralisée, et de participer à deux événements annuels importants pour les collectivités burkinabè et leurs partenaires : la Journée des Communes organisée par l'Association des Municipalités du Burkina Faso (AMBF) et l'Assemblée générale de la Maison de la Coopération Décentralisée (MCD).

Plusieurs contacts ont été établis, notamment avec le nouveau ministre délégué des collectivités territoriales Toussaint Abel Coulibaly. Son prédécesseur, Soungalo Ouattara, a été nommé ministre de la fonction publique lors du dernier remaniement ministériel. Une séance de travail a eu lieu avec l'Ambassadeur de France et ses services, ainsi qu'avec l'Agence française de développement (AFD).

La Journée de la commune burkinabè avait lieu cette année à Bobo Dioulasso. Les représentants des collectivités burkinabè ont été nombreux à y participer, enrichissant les débats, en particulier sur les revendications des élus locaux à l'endroit de leurs dirigeants.

Les principales interrogations portaient sur le personnel - pertinence de l'affectation de secrétaires généraux auprès des maires - , sur la mise en œuvre, par décret, de l'« intercommunalité » prévue par la loi, très attendue par les élus locaux qui y voient un outil territorial de développement plus homogène (un groupe de travail AMBF-MATD - Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation - devrait faire des propositions pour la rédaction de ce décret).

Les autres thèmes ont concerné les transferts de compétences, les problématiques liées à l'eau et à l'assainissement, la gestion des ressources et des parcelles, ainsi que le fonctionnement des conseils municipaux, régulièrement perturbés par les clivages politiques.

C/ Evolution des structures de coopération décentralisée burkinabè

Michel Roux a fait part de la restructuration des organisations de coopération décentralisée burkinabè. La Maison de la coopération décentralisée (MCD) a intégré l'AMBF le 27 novembre 2008, lors de son 4^e congrès ordinaire, tout en gardant son statut

associatif indépendant. La MCD devient de fait « l'outil technique des communes en matière d'appui conseil et de promotion de la coopération décentralisée ». Ce rattachement est salué par Michel Roux, qui constate une clarification du paysage institutionnel de la coopération décentralisée burkinabè. L'année 2009 verra la mise en place de cette synergie.

Le président de l'AMBF, Simon Compaoré, vient d'en informer officiellement le président de Cités Unies France, par courrier du 20 février 2009. Dans ce nouveau contexte et comme maintes fois mentionné lors des précédentes réunions du groupe-pays, confirmé lors des Assises de décembre 2007, les comités de jumelages ont à se repositionner afin de mener une action complémentaire aux autres acteurs du développement local et de la coopération.

Enfin, Michel Roux a fait part du souhait des élus burkinabè d'une coopération à l'échelle intercommunale. La nécessité de favoriser une approche élargie, et non plus limitée à une commune, permettrait de favoriser un développement à l'échelle d'un territoire et d'éviter ainsi le risque d'apparition d'axes de non-développement.

D/ Renforcement de la décentralisation au Burkina Faso

Mme Blandine N'Do, représentante de l'Ambassade du Burkina Faso en France, a annoncé les nouvelles mesures du gouvernement burkinabè en faveur de la décentralisation. Cinq décrets pris en Conseil des ministres du 18 février 2009 annoncent des transferts de compétences de l'État à la commune dans les domaines suivants : la santé ; l'éducation ; l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement ; la culture, la jeunesse, les sports et les loisirs et enfin les modalités de gestion des personnels. Ces décrets doivent encore être signés par les gouverneurs de région et par les maires des communes.

E/ Préparation de la mission CUF de mars 2009

Cette mission, prévue du 16 au 21 mars 2009, sera l'occasion pour le nouveau Président du groupe-pays de se présenter en tant que tel auprès des autorités du pays, nationales et locales, et d'aborder entre autres la question du repositionnement des comités de jumelage au sein de la coopération décentralisée.

Cette mission aura aussi pour but de faire avancer le projet de coopération décentralisée tripartite Allemagne/Burkina Faso/France. Huit partenariats, regroupant les représentants (comités de jumelage et/ou communes) des trois pays se sont mis d'accord en novembre dernier lors d'un atelier à Ettlingen sur l'objectif de construire un projet commun autour des thèmes de l'eau et de la lutte contre le changement climatique. Ce projet devra être soumis pour cofinancement, idéalement auprès de la Commission européenne. La ville de Saint-Priest a signé le 12 février 2009 la première convention tripartite entre trois communes et en version bilingue.

Il s'agira également de poursuivre le dialogue avec l'AMBF et l'ARBF (Association des Régions du Burkina Faso) dans le cadre d'un projet déposé par l'AIMF (Association internationale des maires francophones) auprès de la Commission européenne, qui vise au rapprochement entre communes burkinabè et ivoiriennes dans une optique de consolidation de la paix. Cités Unies France est partenaire de ce projet.

F/ Nouveaux accords entre la France et le Burkina Faso

En janvier 2009, le ministre français de l'Immigration, de l'Identité nationale, de l'Intégration et du Développement solidaire concluait avec le ministre délégué des

Affaires étrangères burkinabè un « *accord entre le gouvernement du Burkina Faso et le gouvernement de la République française relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au développement solidaire* ». Cet accord porte sur : la circulation des personnes, le développement solidaire, la coopération policière et l'observation des flux migratoires dans la sous-région. Le document comporte aussi une synthèse sur le plan local de développement et la gestion des terroirs.

Des projets de développement solidaire concernent les soins liés aux accidents de la route, la santé maternelle et infantile, la prévention de la malnutrition, l'eau et l'assainissement, la lutte contre la pauvreté, la sécurité alimentaire, la formation professionnelle et le soutien à l'activité productive.

Les sommes sont bien plus importantes que celles soutenant la coopération décentralisée. Ainsi, le président du groupe-pays est chargé de se renseigner sur les coordinations possibles des projets de coopération décentralisée avec ces nouveaux chantiers.

Cet accord est à durée indéterminée, mais comporte des clauses de résiliation. Il doit encore être ratifié avant de pouvoir être diffusé au journal officiel.

G/ Évaluation de la coopération décentralisée France/Burkina Faso

Cités Unies France a veillé à ce que l'évaluation porte sur un échantillon représentatif des partenariats, qui ne seraient pas limités aux partenariats co-financés par le Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE). Dans cette même optique, l'évaluation porte aussi bien sur les retombées en France qu'au Burkina Faso, et s'intéresse aux grandes comme aux petites communes. Avec 172 partenariats identifiés, c'est la plus grande évaluation commandée par le MAEE. Menée par le CIEDEL pour une somme de 65 000 €, elle fera l'objet d'un atelier à l'invitation de CUF le 29 avril 2009 (date à confirmer).

H/ Thèmes transversaux

Lors d'un tour de table, une collectivité a exprimé son souhait de travailler sur les questions de **déchets et d'assainissement**. Constance Koukouï, chargée de mission à Cités Unies France, a rappelé l'existence de groupes axés sur une problématique transversale - tourisme solidaire, jeunesse - , et le souci pour le pôle Afrique de prendre en compte les préoccupations de ses membres par l'organisation de rencontres, la mise en chantier d'études, etc..

Le Président s'est alors étonné que le thème de l'**éducation** ne soit que rarement abordé lors des réunions des groupes-pays, alors même que de nombreuses collectivités françaises mènent des projets concernant ce domaine au Burkina Faso. Astrid Frey précise qu'une réunion du PRODERE AO (Programmes de développement des réseaux pour l'éducation en Afrique de l'Ouest) visant à renforcer les acteurs de l'éducation se tiendra à Ouagadougou les 7 et 9 mars prochains.

Sur le thème du **réchauffement climatique**, une conférence se tiendra à Limoges les 30 et 31 mars prochains à l'initiative du PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) et de l'Association des régions d'Europe. M. Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso, répondra à l'invitation qui lui a été faite et sera le porte-parole des pays du Sud à ce sujet.

L'Ambassade du Burkina et plusieurs participants ont évoqué les problèmes d'approvisionnement **alimentaire** que connaît le Burkina Faso cette année, malgré la récolte annoncée comme exceptionnelle qui a permis de dégager 4 millions de tonnes de céréales d'excédent. Cette pénurie est principalement due aux stratégies de stockage des

producteurs. Ceux-ci producteurs ont également fait le choix de revendre leurs stocks aux commerçants des pays de la sous-région, plutôt que sur le marché national.

Nota bene :

*Le répertoire 2008 des partenariats franco-burkinabè diffusé aux collectivités qui y ont contribué, peut être commandé sur le site internet, de Cités Unies France, www.cites-unies-france.org, sur la page www.cites-unies-france.org/spip.php?article58.
Contact Publications : Katarina FOTIC, k.fotic@cites-unies-france.org*

Liste des participants :

AMBASSADE DU BURKINA FASO EN FRANCE, Dramane Millogo, Conseiller économique

AMBASSADE DU BURKINA FASO EN France, Blandine N'Do

ASSOCIATION DES REGIONS DE FRANCE, Maryse Dusseilier, Conseillère coopération décentralisée

BOUSBECQUE, Maïté Druelle, Présidente du comité de jumelage

CHAMBÉRY, Pierre Béranger-Fenouillet, Conseil municipal délégué

CHAMBÉRY, Michel Roux, délégué

CHÂTELLERAULT, Maryse Lavard, adjointe au maire

CHÂTELLERAULT, Jacques Raynaud, responsable des relations internationales

CHELLES, Jean Lamotte, Président du Comité de jumelage

CHELLES, Christian Leblanc, secrétaire du Comité de jumelage

CITÉS UNIES FRANCE, Astrid Frey, chargée de mission

CITÉS UNIES FRANCE, Constance Koukoui, chargée de mission

CITÉS UNIES France, Nicolas Wit, directeur adjoint

CITÉS UNIES France, Mina de Beaumont, stagiaire

CONSEIL REGIONAL DU LIMOUSIN, Jean-Bernard Damiens, vice-président, maire adjoint de Guéret, président du groupe-pays Burkina Faso de Cités Unies France

AMIS DREUX-KOUDOUGOU, Michel Beaur, trésorier

DREUX, François Benoît, directeur de la culture

DREUX, Comité de jumelage, Martine Besnard, trésorière adjointe

ÉPERNAY, Geneviève Lamotte, conseillère municipale déléguée

EPERNAY, COMMISSION FADA N'GOURMA, Françoise Renault, animatrice

EUROPE INTER ÉCHANGES, Marcel Foucault, responsable de jumelage coopération
FOSES, Pierre Baudet, comité de jumelage
LAVAL, Françoise Marchand, adjointe chargée du partenariat
LAVAL, Jean-Michel Ruche, président du comité de jumelage
MITRY MORY, Myriam Livolant
TREMBLAY EN FRANCE, Catherine Le Poizat, directrice générale adjointe
SAINT PRIEST, Jean-Marc Recorbet, responsable des relations internationales

Excusés (liste non exhaustive) :

CHÂLON EN CHAMPAGNE, Patrick Denis, Président du comité de jumelage
CHÂTELLERAULT, Patrick Lucas, trésorier du comité de jumelage
EUROPE ÉCHANGES, Patrice Maillot, membre
GRENOBLE, Xavier Barès, directeur des relations internationales
GROUPEMENT ÉDUCATEURS SANS FRONTIÈRES, Jean-Claude Delforge, responsable de mission
SAINT-ÉTIENNE, Delphine Espoir, chargée des relations internationales
TREMBLAY EN FRANCE, Maryse Mazarin

Compte-rendu rédigé par Mina de Beaumont.